



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

réforme

Question au Gouvernement n° 2741

Texte de la question

POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à M. Frédéric Barbier, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Frédéric Barbier. Monsieur le Premier ministre, la semaine dernière, le groupe PSA a annoncé une augmentation de sa capacité de production sur le site de Trémery, en Moselle. Cette bonne nouvelle va permettre de créer de l'emploi et de la croissance pour notre pays.

Pourtant, il y a trois ans, la situation des grandes entreprises automobiles françaises était préoccupante.

M. Guy Geoffroy. Pourquoi ne parle-t-il pas des élections départementales ?

M. Frédéric Barbier. Avec patience, méthode et volontarisme nous avons établi un plan automobile pour relever la tête dans ce secteur économique vital pour l'économie française. Mes chers collègues, la patience et la méthode sont des vertus déterminantes lorsque l'on préside aux destinées d'une nation. Nous devons les conserver, les promouvoir, pour réussir à surmonter les difficultés redoutables qui se présentent sur le chemin de la France.

Oui, la reprise enclenchée ces dernières semaines doit être encouragée et stimulée. Oui, les efforts de compétitivité doivent être prolongés pour vaincre le chômage. Oui, le redressement des comptes publics après la gabegie des années Sarkozy (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*) va faire de notre majorité la première majorité de l'histoire de la cinquième République à baisser chaque année le niveau des déficits publics. (*Nouvelles exclamations sur les mêmes bancs.*)

Oui, enfin, la solidarité, cette valeur en laquelle nous croyons, continuera d'irriguer notre action malgré les cris de ceux qui veulent y voir de l'assistanat. La généralisation du tiers payant, la réforme de la dépendance, le compte pénibilité, le compte formation, la nouvelle prime d'activité pour les travailleurs modestes : nous continuerons de les défendre car ils sont au cœur de l'ADN de la gauche.

M. Alain Gest. Baratin !

M. Alain Chrétien. Rien ne marche !

M. Frédéric Barbier. Monsieur le Premier ministre, nous ne sommes pas sourds, nous ne sommes pas aveugles et nous ne sommes pas muets. Notre majorité a entendu le message adressé par nos concitoyens les 22 et 29 mars dernier. Ils veulent des résultats, ils veulent du mouvement, ils veulent un projet concret porteur d'espoir. Vous pouvez compter sur notre détermination pour vous accompagner sur ce chemin.

Monsieur le Premier ministre, quels enseignements tirez-vous de cette séquence ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

M. Dominique Dord. Aucun !

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre. (*« Ah ! » sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Manuel Valls, Premier ministre. Je réponds à chacun des groupes, ce qui me paraît normal après ce que vous avez appelé cette « séquence » électorale, monsieur Barbier ; je vous réponds d'ailleurs toujours avec beaucoup de plaisir, vous qui représentez un territoire qui a subi la crise industrielle mais qui retrouve aujourd'hui des couleurs, grâce non seulement à l'engagement de l'État auprès de PSA mais aussi aux efforts que les salariés ont fournis.

Je sais qu'il peut y avoir un débat sur ce point, mais je considère qu'un certain nombre de signes vont dans le bon sens. Bien sûr, la plupart de nos concitoyens, notamment ceux qui sont en difficulté, au chômage, en fin de droits ou qui touchent une petite retraite, ne les voient pas. Cependant, dès lors que des éléments jouent en faveur de la croissance et que la hausse des indicateurs synthétisant la confiance des ménages et des entreprises est encore modeste et fragile, nous devons tout faire pour accompagner ce mouvement, pour que la croissance soit la plus forte possible, dès cette année, parce que c'est la condition *sine qua non* pour faire baisser le chômage, ce qui, vous le savez, est notre priorité.

Là aussi, je le répète, il nous faudra ensemble engager de nouveaux chantiers. Des rendez-vous sont prévus avec les ministres François Rebsamen et Emmanuel Macron. Nous allons travailler ensemble sur la question de l'investissement privé et de l'investissement public.

Je n'oublie pas non plus, vous avez eu raison de le souligner, monsieur le député, la nécessité de donner un sens, une cohérence à la politique que nous menons et qui vise à la fois le redressement économique et le progrès, mais aussi la lutte contre les inégalités. Ces objectifs sont ceux des textes relatifs au vieillissement et à la santé que vous avez évoqués. Nous les poursuivons également au travers de la fusion du RSA activité et de la prime pour l'emploi, mesure par laquelle nous entendons favoriser le retour à l'emploi des travailleurs pauvres, notamment.

La question du travail est en effet centrale dans notre société, et c'est un des éléments qui remontait le plus fréquemment au sujet de votre territoire, monsieur Barbier. Sur tous ces sujets-là, vous pouvez compter sur la détermination du Gouvernement.

Mme Claude Greff. C'est du baratin, tout cela !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Il nous faut donner du sens. Je pense que les Français sont favorables aux réformes et ont souvent compris la nécessité de faire des efforts, mais cela ne pourra perdurer qu'à condition qu'ils en perçoivent la fin, c'est-à-dire le progrès et la justice sociale. Ce sera tout le sens de l'action du Gouvernement. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Frédéric Barbier](#)

Circonscription : Doubs (4^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2741

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [1er avril 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [1er avril 2015](#)